

# LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BIMENSUEL

ORGANE DES PEUPLES OPPRIMÉS ET MINORITES NATIONALES DES BALKANS

## Appel

### Aux amis de la „Fédération Balkanique“

En nous reportant à notre Appel «A Nos Lecteurs» publié dans notre No. 123, nous voulons rappeler à tous les amis de la «Fédération Balkanique» que les besoins croissants de notre journal exigent sans retard leur appui effectif non seulement moral, mais aussi matériel. Notre journal est, on le sait, un journal des masses. Il est l'organe des masses balkaniques travailleuses, de ces masses qui luttent pour leur libération nationale, politique et sociale. Ces masses travailleuses en lutte, la «Fédération Balkanique» les éclaire, les dirige; elles réunissent leurs efforts, défendent leurs intérêts, s'efforcent par tous les moyens à faciliter et à assurer leur victoire: la réalisation de la vivante Fédération Balkanique des Masses Travailleuses.

La «Fédération Balkanique» appartient donc aux peuples opprimés et minorités nationales des Balkans, aux ouvriers, aux paysans, aux artisans, aux national-révolutionnaires de la Croatie, de la Macédoine, du Cossovo, de la Dobroudja, de la Thrace, du Monténégro, etc., opprimés, terrorisés, pillés, dénationalisés, exterminés à un même degré. Mais elle appartient aussi à cette énorme émigration balkanique dispersée dans le monde entier, et groupée en masses très compactes en Amérique. Car la réalisation de la Fédération Balkanique permettrait immédiatement à ces millions de Balkaniques souffrant de toutes les privations de l'émigration, de rentrer dans leurs pays et d'y mener une vie prospère de travail.

Aussi, tous les amis de notre journal, tant aux pays balkaniques qu'à l'étranger, doivent non seulement s'abonner eux-mêmes, mais aussi recruter de nouveaux et nombreux abonnés, organiser et recueillir des souscriptions. Tous les groupements balkaniques aspirant à la libération des Balkans doivent constituer des Comités d'action pour organiser des souscriptions en faveur du journal. Ils rempliront ainsi d'une façon efficace leur premier devoir dans la défense de leurs propres intérêts, des intérêts de leurs propres peuples — défense assumée avec une si parfaite abnégation par la «Fédération Balkanique»; et ils contribueront ainsi effectivement à la proche réalisation de notre idéal commun: la réalisation des libres Républiques des Masses Travailleuses des Balkans.

Nous adressons ce vibrant Appel à tous les amis de la Fédération Balkanique, et tout particulièrement à l'émigration balkanique se trouvant en Amérique, la priant instamment de déployer toute son énergie pour maintenir leur organe, et le maintenir plus fort encore.

Les conditions d'abonnement sont indiquées dans notre journal. Sous peu, l'Administration lancera des listes de souscriptions, espérant vivement les voir bien vite se remplir.

Tous les envois d'argent doivent être adressés à: Postscheckkonto Nr. D-73.796 Wien, Autriche,  
et les lettres à: Wien, IX., Postamt 71, Postfach 50.

La Fédération Balkanique

## La véritable paix balkanique

Les journaux officiels des Balkans ont eu soin, en jetant un coup d'oeil sur l'année écoulée, et en envisageant les possibilités de l'année suivante, de proclamer la volonté de paix de leurs gouvernements respectifs. C'est là une clause de style. Tous les gouvernements célèbrent leurs desseins pacifiques, même quand ils arment, même quand ils se tendent des guet-apens les uns aux autres, même quand ils préparent consciemment et ostensiblement la guerre. M. Liaptsheff et le général Jivkovitch réclameraient sans scrupules les prix Nobel: c'est assuré. Il s'agit, pour eux comme pour M. Vénizélos, comme pour M. Maniu, de duper leurs peuples. Et une fois de plus on a entendu parler de rapprochements Bulgaro-Serbe et Roumano-Grec. Cette combinaison doit être confrontée avec toutes celles qu'on propose ailleurs et qu'on dénomme Locarno de la Méditerranée, Locarno du Pacifique, etc. On s'imagine masquer les réalités derrière les formules, comme si, dans le Pacifique, l'Angleterre consentait à servir d'arbitre entre les Etats-Unis et le Japon, comme si, dans la Méditerranée, elle pouvait s'engager à intervenir en médiatrice entre la France et l'Italie, comme si un pacte Méditerranéen pouvait être conclu avec les signataires conjugués de l'Italie et de la Yougoslavie, ou sans la signature de la Yougoslavie.

L'initiative soumise par M. Briand aux puissances maritimes et celle que le cabinet de Tokio vient de communiquer à Washington ont exactement la même valeur que les constructions hypothétiques des Etats Balkaniques. M. Cafandaris reprend aujourd'hui les idées développées jadis par M. Vénizélos. Les gouvernements de Belgrade, de Sofia, de Bucarest, d'Athènes, et aussi de Tirana et d'Angora, entreraient dans un groupement commun. C'est supposer résolu le problème de leurs relations; c'est prendre pour liquidés les différends qui subsistent entre eux avec des phases de détente et de tension.

L'utopie doit toujours être combattue, lorsqu'elle est en contradiction avec les faits évidents, lorsqu'elle sert uniquement à assourdir l'esprit des peuples et à paralyser leurs gestes. Ceux qui mettent en avant de telles combinaisons qui, de prime abord, sont sympathiques aux communautés humaines, sont les pires ennemis de la paix. Ils n'ignorent rien de la puérité de leurs déclamations, mais ils cherchent par elles à déjouer les vigilances et à diminuer les hommes véritablement soucieux d'organiser la paix.

La Conférence de la Haye a, une fois de plus, souligné les antagonismes qui existent dans l'Europe Orientale. Il y a la Petite Entente, d'un côté, et de l'autre, les puissances qu'elle a pris à charge de maîtriser et qui sont les débitrices — en vertu des traités — de la Yougoslavie, de la Roumanie et de la Grèce. Mais le débat, financier par essence, devait revêtir nécessairement un aspect politique, et il n'y a pas manqué. Les grandes protestations pacifiques, dont nous parlions plus haut, retentissaient encore, quand la Bulgarie se trouvait aux prises avec des créanciers qui ne consentaient à aucun prix à abandonner leurs créances. Or, si les deux parties discutaient avec cette apreté au sujet de quelques millions en plus ou en moins, quel n'est pas leur antagonisme lorsque l'asservissement de millions et de millions d'hommes est en cause.

Nous disons qu'un regroupement pacifique de l'Europe Orientale est impossible dans le régime politique et social présent, ce régime correspondant partout à l'expansion du nationalisme bourgeois. Les facteurs qui se dressent contre lui sont faciles à énumérer et à définir.

Il y a, en premier lieu, les intérêts dynastiques. Le chef des Karaguéorgévitch s'est lié à la faction militaire serbe, car il voit fort bien que, sans l'appui des officiers, son trône ne tarderait pas à s'effondrer. Alexandre I est dans la même con-

dition qu'Alphonse XIII d'Espagne. Liapctheff tremble devant l'état-major bulgare. L'état-major roumain fait la loi à Bucarest, que le chef du gouvernement soit Vintila Bratianu, Averescu ou Maniu, et ces camarillas d'officiers ne pardonneraient rien à un souverain qui leur enlèverait leur raison de vivre en adhérant à un pacte permanent de paix, si ce pacte était concevable.

Il y a, en second lieu, les intérêts des oligarchies sociales: grands agrariens, grands industriels ou banquiers. Les pays balkaniques prennent de plus en plus les caractères de l'Etat capitaliste, tels que Marx les a définis. Et l'oligarchie sociale de chaque Etat de la Presqu'île est en conflit avec l'oligarchie des autres, quand il s'agit de la conquête des débouchés. Combien a-t-il fallu de temps à la Yougoslavie et à la Grèce pour régler le problème des relations économiques? Ce problème, il apparaît pour l'instant insoluble entre la Grèce et la Bulgarie qui réclame une issue sur la mer Egée. Tant que ces oppositions subsisteront, (et elle sont de l'essence même de la structure économique-sociale actuelle), un regroupement balkanique relèvera de la chimère.

Les bourgeoisies ont beau, entre l'Adriatique et l'Egée, poursuivre la même politique de répression féroce au dedans — dissolution de la C.G.T.U. et mesures violentes contre les étudiants en Grèce, organisation d'énormes procès en Yougoslavie et en Bulgarie, captures de centaines de travailleurs en Roumanie; elle sont séparées les unes des autres par leur concurrence. Elles sont séparées encore par l'oppression qu'elles font peser sur les minorités nationales. Ces minorités tendent naturellement à s'appuyer sur les autres Etats contre celui qui les assujettit. Aucun gouvernement des Balkans n'a affaire à

une population homogène; aucun, au mépris des pactes et des engagements pris, ne respecte les minorités nationales. On retrouve partout le régime de l'ancien Empire Habsbourgeois, le régime de l'ancien Tsarisme. Il y a subordination des ouvriers et des paysans à la bourgeoisie et aux vestiges de la féodalité; il y a hiérarchisation des éléments ethniques. Les Croates, les Slovènes, les Bosniaques, les Monténégrins, les Macédoniens, les habitants de la Dobroudja, les Bessarabiens se plaignent en masse de la servitude qu'on leur inflige, de la violence qui est pratiquée contre eux; chaque fois qu'ils revendiquent un peu de liberté. Le complot croate monté par le général Jivkovich, le traitement que Maniu fait subir à la Dobroudja illustrent suffisamment une situation.

Point n'est besoin de revenir sur ce que nous avons tant de fois exposé ici: l'influence exercée par les grandes puissances, France, Italie, etc., pour s'arroger une domination dans les Balkans. Cette compétition d'autorité s'ajoute à tous les autres motifs de division pour maintenir la Péninsule dans un statut de faiblesse et de discorde.

Qu'un jour, au contraire, la Fédération Balkanique s'érige sur des bases clairement définies, entre autres la suppression des dynasties et des oligarchies, le problème des minorités nationales disparaîtra immédiatement puisque l'objectif et le résultat de ce fédéralisme serait de placer tous les peuples sur le même plan et de donner à chacun d'eux la possibilité de vivre et de se développer dans un cadre commun. Seul ce fédéralisme démocratique, fondé sur l'anéantissement des privilèges, donnerait la véritable paix aux Balkans. Tout le reste n'est que plaisanterie, utopie, et dangereuse duperie.

Paul Louis

## Le passé et l'avenir du mouvement paysan croate

Vers la fin du XIX. siècle, peu après son affranchissement du servage féodal, le paysan, en Croatie comme dans toute l'Europe, se vit obligé de prendre position d'une manière ou de l'autre contre ses nouveaux maîtres: le banquier, le gros-propriétaire non-féodal et l'Etat militariste-bureaucrate représenté en Croatie par l'oppression constitutionnelle économique et politique de la part de la Hongrie comtale, bourgeoise et assimilatrice.

Cette position observée par le paysan en Croatie se manifesta d'une façon prudente, timide, et très modérée, par la création du Parti Populaire Paysan Croate — le HPSS. Ce parti fut fondé en 1904 par les frères Anton et Stefan Raditch. Anton était un pur idéologue et ne tarda pas à se retirer; il mourut en 1919. Stefan Raditch, après la guerre mondiale, resta le seul idéologue et leader du parti.

La guerre mondiale eut comme conséquence la radicalisation de l'idéologie du HPSS. Il n'est plus aujourd'hui nécessaire de relever pourquoi et comment il en fut ainsi, car tout le monde sait que, dans les quatre années de la guerre mondiale, le paysan croate, au front et à l'arrière, vécut tout un siècle. Le HPSS développa ouvertement et nettement tous les points de son programme qui, dans le programme de 1904, se montraient à peine, bien timidement, ou n'y existaient pas du tout. En considération des déductions que je compte tirer des constatations de cet article, il est nécessaire que j'indique ici brièvement les principaux points du programme d'après-guerre du HPSS. En 1920, à la veille des élections pour la Constituante, le HPSS changeait de nom et se proclamait Parti Paysan Républicain Croate — HRSS. Voici les points principaux du programme du HRSS.

1. Comme chaque autre peuple, le peuple croate a lui aussi le droit d'autodétermination. Se basant sur ce droit, le peuple croate exige que sa patrie, la Croatie, soit érigée en une République Paysanne.

2. Le peuple croate n'est l'adversaire d'aucun autre peuple, donc du peuple serbe non plus, ce surtout parce que le peuple serbe est lui aussi opprimé et exploité par ses maîtres. Le peuple croate est cependant l'adversaire des maîtres serbes, c'est-à-dire de la monarchie et de la bourgeoisie grand-serbe. Le paysan serbe dort encore, tout comme le paysan croate dormait il y a bien peu de temps; mais il se réveillera lui aussi, et le paysan croate doit l'y aider.

3. Le territoire qui se nomme Etat des Serbes, Croates et Slovènes, est un territoire internationalement reconnu des peuples serbe, croate, slovène, monténégrin et macédonien, et des minorités nationales qui y vivent en commun avec ces peuples. Ce territoire et ses richesses n'appartiennent ni aux potentats, ni aux capitalistes et impérialistes indigènes ou étrangers que le HRSS intitule de brigands et de pillards.

Le territoire de Yougoslavie ne peut être agrandie que par l'adjonction volontaire de la Bulgarie et aussi de l'Albanie, mais ce seulement et uniquement lorsque le territoire des Serbes, Croates et Slovènes devient une Fédération de Républiques Paysannes et Ouvrières, et si la Bulgarie et les autres pays limitrophes deviennent aussi de telles Républiques. C'est dans ce but que la Croatie reste dans la communauté des Serbes, Croates et Slovènes, ou de la Yougoslavie. Le but ultime, la Fédération de toutes les Républiques Paysannes et Ouvrières du Danube, des Balkans et de l'Adriatique Orientale, est en même temps la garantie pour la liberté et le développement du peuple croate.

4. Le pays appartient au paysan, la fabrique à l'ouvrier, sans indemnisation aucune. L'économie collective (communauté, propriété terrienne collective, communes collectives, etc.) doit l'emporter sur l'économie individuelle. L'économie collective doit être soutenue dans la République Croate par la Constitution et par les lois. Le paysan et l'ouvrier sont deux frères; pour vaincre, ils doivent lutter en commun.

5. Le paysan croate d'après-guerre ne doit plus craindre ni le prêtre, ni le gendarme, ni le fonctionnaire. Tout homme éduqué, et surtout le petit-bourgeois, s'il est honnête, intelligent et travailleur, doit être l'ami et l'allié du paysan et de l'ouvrier; il ne peut en être ni le dominateur, ni le maître. Le paysan croate est contre toute guerre impérialiste. Il ne portera le fusil que pour la conquête de la République Croate, que pour la défense de sa propre République. Le paysan croate ne prendra part à aucune guerre d'attaque, et surtout à aucune guerre d'attaque contre la Russie des Soviets.

6. La Russie des Soviets, le premier Etat des Paysans et des Ouvriers, est l'appui et l'espérance des paysans et des ouvriers du monde entier. L'amitié envers les Soviets et la défiance envers la Hongrie et l'Italie réactionnaires, envers tous les Etats réactionnaires et impérialistes — telle est la base du mouvement paysan croate, telle est l'idée fondamentale de Stefan Raditch. La Hongrie peut bien se joindre à nous, mais seulement lorsqu'elle sera devenue une République des Paysans et des Ouvriers. On ne doit jamais se fier à la Hongrie des magnats, ni aux seigneurs grand-serbes. Les bandes des seigneurs hongrois, italiens et grand-serbes sont toujours prêtes à s'allier contre la Croatie paysanne et républicaine et à l'amputer, c'est-à-dire à adjoindre la Dalmatie à l'Italie, la Croatie à la Hongrie, et tout le reste du pays à la Grande-Serbie. Sous la domination hongroise, les Croates auront un sort dix fois pire qu'avant la guerre. Voilà pourquoi, et jusqu'à son dernier souffle, Stefan Raditch était un adversaire acharné du mouvement Frankiste croate et du Balkanisme grand-serbe. L'unique salut consiste en la lutte commune des petits peuples opprimés contre les gou-

vernements bourgeois de domination, indigènes ou étrangers, nommés par l'étranger.

Telles ont été les idées dominatrices de Stefan Raditch, tels furent les points principaux du programme et de la politique du HRSS, tel est l'écho du peuple paysan croate. C'est avec une telle idéologie et de telles opinions que le HRSS conquiert la confiance de la paysannerie croate et devint bien vite la seule et unique représentante de la paysannerie croate. Les succès électoraux qu'emporta le HRSS en Croatie ne peuvent être comparés avec ceux d'aucun autre parti paysan d'aucun autre pays.

Mais à son idéologie conforme aux nécessités de l'époque et à sa force numérique, le HRSS aurait dû aussi ajouter l'intransigeance et la résolution révolutionnaire. Et c'est ce que Stefan Raditch n'a pas fait. Car, par suite de son éducation politique bourgeoise et de son tempérament personnel, il avait la conception erronée que la question croate, la question du statut de la Péninsule balkanique, pourrait être résolue par les boules en caoutchouc des élections. Cette conception erronée, il la paya d'abord par sa capitulation en 1925, lorsque, avec la plus profonde soumission, le HRSS biffa de son nom la lettre R (Républicain) et devint le HSS — Parti Paysan Croate; puis, il paya encore cette erreur, par la suite, de sa vie, lorsque, le 20 juin 1928, Pounicha Ratchitch exécutait la sentence de mort prononcée en secret contre Stefan Raditch.

Et ici, nous voyons se poser la question: qu'aurait-on dû faire après le 20 juin 1928, après le jour des meurtres à la Skoupehtina, et après le 8 août, le jour où Stefan Raditch expirait, à la suite de ses blessures? Et qu'a-t-il été fait, en réalité?

Les coups de revolver à la Skoupehtina non seulement atteignirent mortellement Stefan Raditch, mais détruisirent aussi, pour chacun et pour toujours, toutes les illusions sur la possibilité d'une «entente» entre le peuple croate et les potentats de Belgrade, ces illusions qui avaient en juillet 1925 poussé à une tentative d'«entente». C'est là un fait. Nous le reconnaissons. Mais, qu'aurait-on alors dû faire? On en aurait dû tirer la conséquence la plus simple, la plus logique et la plus naturelle du monde: après avoir vu le complet échec de la malencontreuse tentative d'une collaboration avec Belgrade, on aurait tout simplement dû rétablir l'ancienne situation; retourner au mouvement paysan croate républicain et commencer une collaboration commune révolutionnaire avec tous les autres peuples balkaniques opprimés et exploités; en un mot, on aurait dû résolument avancer du point où l'on était resté en 1925.

Mais ce pas seul logique et seul nécessaire, des leaders ne le firent point. Et que firent-ils? La Coalition Paysanne-Démocrate formula le 1er août 1928, alors que Stefan Raditch se trouvait déjà en agonie, cette lâche et atone résolution sur la nouvelle Constitution de l'Etat. Cette résolution eut l'effet d'un jet d'eau froide sur le peuple croate prêt à la lutte. Elle affligea Stefan Raditch mourant. Mais elle satisfit et encouragea la dictature de Belgrade, qui se préparait de longue date à abolir la Constitution et à se montrer au monde sans le masque du parlementarisme. Et plus tard, après la mort de Raditch? Les «Quatre», qui s'étaient eux-mêmes nommés des leaders du HSS et du peuple croate, messieurs Matchek, Predawetz, A. Kochoutitch et Krnjévitch, n'ont d'abord, et pendant des mois, rien entrepris du tout. La suppression de la Constitution et la proclamation de la dictature furent saluées par Matchek comme «une détente de la situation». Plus tard, les «Quatre» se mirent à envier la «gloire» du frankiste Pavélitch qui avait d'abord fraternisé à Sofia avec les bourreaux les plus féroces des paysans et ouvriers bulgares et macédoniens et des révolutionnaires macédoniens, et qui s'était placé ensuite au service de Mussolini pour offrir à ce dernier la Dalmatie croate comme un présent au nom de la «Vlachka Oulitza» — le siège des Frankistes — à Zagreb. Séduits par cette «gloire», Krnjévitch et Kochoutitch s'engagèrent aussi dans le sillon de Pavélitch, ce chemin leur étant bien plus agréable que l'exemple de Stefan Raditch.

On voit donc nettement pourquoi la mort de Stefan Raditch a provoqué une telle joie non seulement à Belgrade, mais aussi à Rome et à Budapest. Il n'a fallu que de quelques mois pour que les quatre collaborateurs de Raditch jettent de côté son idéologie, deviennent de purs Frankistes et se mettent à chercher l'appui pour la libération politique de la Croatie là précisément où ils ne pourraient jamais trouver cet appui — chez les ennemis de tout véritable mouvement de libération, donc aussi du mouvement de libération croate. Ils ne croient eux-mêmes pas aux raisons qu'ils avancent pour leur justification, et ils ne doivent aucunement espérer que le peuple croate prêterait foi à ces balivernes. En ce qui concerne le Dr. Matchek, il se trouve

aujourd'hui en prison, et par cela même il mérite les sympathies de tout homme libre. Mais ces sympathies ne le déchargent pas de ce péché qu'il a commis par le fait que, comme successeur formel de Stefan Raditch, il ne s'en est pas comporté comme le successeur véritable, et qu'il n'a pas conduit le HSS dans la voie que, après le 20 juin 1928, Stefan Raditch aurait suivie.

La dictature de Belgrade commet une grave erreur en croyant que, par la liquidation de l'ancienne direction du HSS, elle a enregistré un actif dans le piètre bilan de la première année de sa domination. Ce bilan est passif dans ce point comme dans tous les autres points. La dictature de Belgrade se trompe si elle croit pouvoir se tirer d'affaire en mettant son grappin sur un Rittig ou un autre intellectuel du même aloi. Que le roi Alexandre renonce une fois pour toutes à l'espoir de pouvoir nommer lui-même les leaders du peuple croate! Il y est vraiment la personne la moins indiquée du monde.

Si même l'incapable direction de jusqu'ici du HSS a été rendue impossible, le mouvement paysan croate n'en est nullement liquidé. Des 4 millions de Croates sortiront des hommes qui voudront et sauront avancer de là où on a stoppé en 1925, en animant d'un nouvel esprit révolutionnaire, d'un nouvel élan, la vieille idéologie du HRSS.

Zagreb, le 1er janvier 1930.

Ivan Drawski

## Au pays des massacres COSSOVO

### II.

#### Sous le joug des assassins

L'Albanais, à Cossovo et en Macédoine, ne jouit même pas du droit à la vie: *tout Serbe peut assassiner impunément et ouvertement un Albanais...*

Dès lors, tout Albanais, sujet yougoslave, risque sa vie à chaque instant. Il peut être tué dans sa propre maison, en quittant sa maison, en y rentrant, en n'importe quel lieu...

Les victimes à immoler ne sont pas du tout catégorisées, comme ailleurs. Ici, il ne s'agit point d'un Raditch ou d'un chef de mouvement quelconque. *Il suffit tout simplement d'appartenir à la nationalité albanaise pour mériter d'être éliminé...* Il est arrivé souvent qu'un Albanais ait été tué tout simplement parce que la nature avait commis le crime de le créer «beau et robuste»... Et à Cossovo, la race est à la fois belle et saine... pour son malheur.

Les dirigeants actuels grand-serbes de Yougoslavie se trouvent presque tous à la tête de cette exécutable «Béla Rouka» («Main-Blanche»), de cette vaste organisation terroriste qui s'est illustrée surtout en jouant un rôle capital dans la provocation des guerres balkaniques et mondiale. Les innombrables assassins des Albanais du Cossovo et de la Macédoine appartiennent tous à cette même organisation. Ils ont tous fraternisé avec les dirigeants du pays et jouissent de la même immunité que leurs chefs... Reste à ajouter que tous les juges et tous les avocats à Cossovo n'ont aucune autre valeur que celle d'appartenir à la «Béla Rouka». Dès lors, tous ces crimes, organisés par Belgrade et exécutés par les autorités locales ou bien sous l'égide de ces autorités, sont des actes gouvernementaux, les tribunaux ne s'en saisissent jamais, et les assassins, demeurent toujours inconnus...

C'est dans des conditions aussi excellentes que les affiliés de la «Béla Rouka», tous des assassins, ont procédé à Cossovo et en Macédoine, à partir des premiers jours mêmes de la conquête de ces pays, à une série interminable de crimes de toutes sortes. Ici, et à titre d'exemples, nous en insérons une très petite liste, tout en relevant que les noms de la plupart des victimes figurent dans les procès-verbaux des débats mouvementés qui se déroulèrent récemment au sein du Parlement albanais:

*Nazim Gaffour*, ancien député de Prichtina à la Skoupehtina, grièvement blessé à Belgrade en 1925 et tué à Prichtina en 1926.

*Youssef Ahmed*, leader démocrate, assassiné en plein jour devant les localités gouvernementales de Prichtina, vers la fin du 1928.

*Redj Aliu*, paysan, assassiné à Pogeara (district d'Ipek) le 25 août 1929.

*Hassan Ouka*, paysan, assassiné en plein jour à Vrëla (district d'Ipek) le 8 octobre 1928.

*Medjid Bekir*, paysan, assassiné à Noga (district de Dibra) au mois de novembre 1928 par le nommé Marcovitch, commandant de la gendarmerie de la région de Rieka.

*Muslim Bairam*, paysan, assassiné par ce même Marco-vitch à Sentiza, au mois de juin 1928.

*Zekir Smaili*, paysan, assassiné à Préchonitza par le sergent de la gendarmerie locale Kapriévitch, le 15 juillet 1929.

*Mourat Fazli*, paysan, assassiné à Nitchkor, dans sa propre maison, par le sergent Lazovitch, commandant de poste de la gendarmerie de Michrova, le 15 juillet 1929 . . .

Etc. etc. etc.

Reste à conclure: *Cossovo*, dès le début de la conquête serbe, constitue un pays où même le droit à la vie n'existe pas. Il est régi par une organisation typique d'assassins, et ce terrible régime dure depuis plus de dix-huit ans. Il s'agit de sauver donc l'existence même de tout un peuple, lui assurer le droit le plus élémentaire, le droit à la vie . . .

Et cette presse éhontée de Belgrade prétend qu'en Yougoslavie les minorités nationales jouissent de larges libertés politiques!!!

Bedri Péjani

## La grève des étudiants en Grèce à la lumière de la crise économique

Tous les articles, tous les discours, toutes les analyses de la situation en Grèce relèvent au tout premier lieu la crise économique qui sévit dans ce pays. Et à bien juste titre. Car, tout ce qui se passe en Grèce, tous les événements qui s'y produisent portent le cachet de cette lourde crise.

Nous essayerons ici de montrer en grandes lignes les causes économiques de la grève des étudiants à Athènes, qui y persiste depuis plus de six semaines.

Les longues guerres, les énormes charges qui se déversèrent sur les épaules de la population grecque, les insupportables augmentations des impôts directs et surtout indirects pour rendre possible le payement des dettes de guerre et les préparatifs à de nouvelles guerres, firent que toutes les richesses du pays furent pillées d'une façon inouïe, et que la paysannerie et la petite bourgeoisie furent précipitées dans la misère.

Il s'ensuivit une énorme migration de la campagne vers les villes, en tout premier lieu de la jeunesse pauvre paysanne, pour y chercher du travail, d'une part; d'autre part, il s'ensuivit la prolétarisation de la jeunesse petite-bourgeoise.

La conséquence en fut que ces nouvelles mains d'oeuvre offertes à l'industrie abaissèrent terriblement les salaires. Cette lamentable situation fut plus aggravée encore par un million et demi de fuyitifs immigrés en Grèce et cherchant du travail partout.

En présence de cette misère de la main d'oeuvre, une grande partie de ces masses affluant de partout, naturellement la jeunesse en tout premier lieu, se tourna vers les professions intellectuelles.

Cette jeunesse se mit à étudier, péniblement, pour pouvoir par la suite gagner sa vie par une profession «libérale», ou comme fonctionnaire d'Etat. Et ainsi, en bien peu de temps, l'Université d'Athènes comptait plus de 15,000 étudiants. Des bacheliers et des docteurs se déversèrent en masse sur les villes, provoquant une nouvelle misère chez les professions intellectuelles et détruisant de nombreuses illusions.

Les intellectuels s'en alarmèrent. Et l'on commença à avoir recours à des mesures de rigueur contre les étudiants de gauche, en tout premier lieu contre les étudiants communistes. Sous les prétextes les plus futiles, les étudiants communistes furent expulsés par douzaines de l'Université. Pour donner une idée de la perfidie de ces expulsions, mentionnons ici qu'il y a trois ans, toute une masse d'étudiants communistes fut expulsée de l'Université d'Athènes pour avoir nié l'Immaculée Conception, et cette mesure a été appliquée par une commission de professeurs à laquelle participaient aussi des professeurs des sciences naturelles!

C'étaient là les premières mesures terroristes «isolées», tendant aussi à intimider les étudiants et à les éloigner de toute idéologie révolutionnaire. Simultanément, un grand nombre d'étudiants furent condamnés par les tribunaux à de longues détentions, à la suite de leur activité révolutionnaire.

Ces mesures visaient, cependant, en tout premier lieu à pousser les étudiants de gauche à abandonner leurs études. Mais, rien n'y fit. L'Université était tous les ans plus bondée encore. Et la production en masse de sans-travail intellectuels continuait.

Cet état des choses déplût au gouvernement Vénizélos. Sous la pression de la crise économique et de la poussée révolutionnaire, il se vit forcé d'arrêter par des mesures artificielles d'une part l'affluence de la campagne vers les villes, et de l'autre la production en masse d'intellectuels.

En accord avec les autorités universitaires fascistes et réactionnaires, le gouvernement promulgua un nouveau

règlement pour l'Université rendant impossible les études supérieures aux larges masses de la population laborieuse. Les droits d'inscriptions, d'examen, les prix des livres furent élevés, les conditions d'admission furent rendues bien plus difficiles. Ainsi, des milliers d'étudiants se virent dans l'impossibilité de continuer leurs études. Une tempête de protestation éclata parmi les étudiants, et, le 27 novembre 1929, la grève générale des étudiants fut proclamée, avec, comme revendications: la réduction des droits d'inscription, d'examen et des prix des livres, des facilités aux examens d'admission, et quelques autres «concessions» dans l'intérêt des étudiants pauvres.

Immédiatement après la déclaration de la grève, Vénizélos proclamait que les demandes des étudiants ne seraient point exaucées, et qu'il valait donc bien mieux pour eux cesser la grève. Mais après trois semaines de lutte, ce même Vénizélos acceptait toute une série des revendications des étudiants qui, cependant, encouragés par ce premier succès, exigèrent l'acceptation de toutes leurs revendications. Ce qui montre que cette grève a aussi un caractère politique nettement prononcé.

Le 12 décembre dernier, 21 étudiants, qui se trouvaient en détention préventive, déclarèrent la grève de la faim parce que le gouvernement refusait catégoriquement de les faire remettre en liberté contre caution. Après une résistance héroïque de 6 jours, le gouvernement fut enfin forcé de les faire remettre en liberté. Deux jours plus tard, 20 autres étudiants jetés en prison proclamèrent eux-aussi la grève de la faim.

Le 14 décembre, 32 étudiants grévistes furent condamnés à 2 mois de prison chaque, en vertu de la loi de la Défense de l'Etat, et l'étudiant *Klaras* à 1 an de prison et 6 mois de déportation, pour avoir incité les étudiants à se défendre contre les attaques de la police. Il y eut aussi d'autres arrestations et répressions en masse d'étudiants. Et ainsi, les 4000 étudiants en grève posèrent aussi des revendications d'ordre politique, telles que l'abolition des lois d'exception, la remise en liberté immédiate de tous les étudiants arrêtés ou condamnés, etc.

La grève des étudiants de l'Université d'Athènes, qui dure depuis plus de six semaines, constitue une partie de l'ensemble des révoltes des larges masses laborieuses. Toutes les couches du peuple grec se dressent déjà. L'histoire avance, entraînant avec elle tout ce qui se trouve sur son chemin. Le jour de la révolution générale en Grèce s'approche à pas de géant.

P. Mavros

## Secourez les victimes de Lupeni!

Forcez le gouvernement Maniu à restituer les sommes confisquées!

Les nouvelles du massacre des grévistes à Lupeni avaient en son temps provoquées des énergiques protestations et des secours du monde entier.

La classe dominante en Roumanie, avec à sa tête le gouvernement national-tesariste exhibant son fascisme de plus en plus ouvertement, fit tout son possible pour s'assurer pour l'avenir aussi le droit de faire massacrer les ouvriers qui réclameraient leurs droits les plus élémentaires. Les «commissions d'enquête» du gouvernement firent disperser par les crosses des soldats les victimes encore en vie de Lupeni ainsi que les veuves et les orphelins qui étaient tous venus déposer sur les scènes de carnage. Les commandants directs de l'attaque meurtrière avaient agi en conformité des instructions reçues des gouvernants — ils devaient donc être déclarés blancs comme neige. Par contre, les victimes de l'agression furent, elles, arrêtées comme des «coupables», et elles se trouvent toujours encore en détention préventive. Il y a eu même de nouvelles arrestations.

La terreur dans toute la Roumanie, et particulièrement dans la vallée de Jiul, où se trouvent les mines de charbon, et Lupeni, a été renforcée. A Lupeni surtout, la terreur dépasse toute limite. Les conditions de travail y ont empiré d'une manière inouïe depuis la sanglante journée du 6 août. La bastonnade y est employée dans les mines comme moyen d'animation pour les ouvriers «paresseux».

La clique dominante n'en est pourtant pas encore satisfaite. Quelques dizaines de milliers de lois, amassés et envoyés à Lupeni par les ouvriers de la Roumanie et d'autres pays pour secourir les victimes du carnage, furent volés par les «gardiens de l'ordre public», et les ouvriers participant à l'action de secours furent emprisonnés pendant des semaines!

Lorsque, après cette sanglante journée d'août, les épouses des ouvriers mortellement blessés et transportés à

l'hôpital de Lupeni virent entrer l'organisateur du carnage, le préfet Rozvany, et qu'elles lui montrèrent leurs enfants qui, comme elles-mêmes, étaient dorénavant voués à la misère et à la faim, cette brute humaine de Rozvany leur cria, en présence des mourants: «Dévorez vos enfants; ce sera le mieux pour vous et pour eux».

Cette solution préconisée par Rozvany ne fut pas un mot vain.

Par le fait que le gouvernement étale le triste courage de confisquer les sommes de secours envoyées à Lupeni, il montre qu'il approuve entièrement cette «conception» de son préfet à fonctions de bourreau.

En présence de ce coup porté par le gouvernement contre l'action du Comité de secours, une vague d'indignation s'est emparé du pays tout entier. Des douzaines de réunions de protestations ont été tenues partout. Le gouvernement dispense ces réunions par des agents de police, des gendarmes et des troupes, en arrête les participants par centaines — il a aussi fait arrêter le président du Comité roumain de secours aux victimes de Lupeni — confisque tous les journaux, feuilles volantes, etc. qui parlent de Lupeni, et fait prononcer des condamnations en masse pour offense publique et révolte.

Notre Comité de secours a décidé à ne point retarder, ne fût-ce qu'un seul instant, l'oeuvre entreprise pour les victimes de Lupeni. Une délégation, conduite par Dobrogeanu, le président du Comité de secours, se rend à Lupeni pour y organiser le secours sur place.

La condition essentielle pour repousser les attaques gouvernementales contre les victimes du 6 août, est cependant un appui actif de la part de l'opinion publique du monde entier.

Nous adressons donc cet Appel instant: Le gouvernement ne veut point restituer volontairement les sommes de secours. Il fera tout pour essayer de faire échouer notre action de secours, par de la terreur brutale et violente contre nous-mêmes et contre la population de Lupeni. Les nouvelles qui nous parviennent de Lupeni décrivent comme terrible, affreuse, la misère des veuves, des orphelins et des estropiés.

Envoyez de l'argent! Envoyez des vêtements d'hiver! Procurez à l'étranger des possibilités pour y abriter les orphelins de Lupeni!

Aidez-nous, par vos protestations rendez notre oeuvre possible!

Exigez, avec nous, la restitution des sommes de secours confisquées!

Ce n'est qu'avec l'aide de l'étranger fraternel et laborieux que nous pourrions remplir notre devoir et lutter avec succès contre les bourreaux du peuple roumain laborieux.

Au nom du Comité de Secours aux Victimes de Lupeni:

Al. Dobrogeanu-Gherea

## La situation aiguë à Salonique

(Correspondance)

La crise économique qui sévit en Grèce et qui s'aggrave de jour en jour, se fait sentir avec une acuité toute particulière à Salonique, où la lutte des classes a pris des formes particulièrement violentes. En de nombreux cas, les ouvriers congédiés, et maltraités par les fabricants ou leurs laquais, ont eu recours à l'action individuelle. Ils ont été soutenus effectivement par tous les autres ouvriers, qui les ont aussi défendus contre la police.

L'influence du Parti Communiste est très grande sur les ouvriers à Salonique. La bourgeoisie grecque en est très alarmée, et elle cherche une diversion pour la population travailleuse en bouillonnement: aussi recommence-t-elle ses excitations contre les Juifs. Cette bourgeoisie vient de fonder une «Société Patriotique» pour boycotter l'élément juif — c'est-à-dire: les capitalistes grecs ont fondé cette société pour essayer d'ameublir leurs concurrents juifs. Les membres de cette «Société Patriotique» ne doivent faire aucun commerce avec les Juifs. Mais ils ne doivent pas non plus employer de la main d'oeuvre juive. Par cette dernière mesure, la bourgeoisie grecque de Salonique veut essayer d'écraser complètement la classe ouvrière juive qui est déjà si féroce exploitée et par la bourgeoisie juive, et par la bourgeoisie grecque; et cette dernière espère ainsi percer une brèche et briser le front compact des ouvriers de Salonique. Les travailleurs grecs, bien avertis, connaissant fort bien les mobiles «patriotiques» de la bourgeoisie commerciale grecque, ont, à toute occasion, manifesté leur solidarité avec les travailleurs juifs, réduisant ainsi à un échec complet cette manoeuvre antisémite.

Il y a un mois, la police a tiré des salves sur des ouvriers, lors d'une grandiose manifestation. Trois en ont été tués, et un grand nombre blessés. Cette prouesse de la police a tout naturellement aiguillonné les travailleurs d'ici à manifester plus ouvertement et plus hautement encore leurs sentiments de révolte, et elle a ainsi inspiré de très vives inquiétudes à la bourgeoisie grecque qui, à bien juste titre, craint une revanche, des représailles de la part des ouvriers indignés à un plus haut degré. La bourgeoisie tremble de peur en voyant la révolution s'approcher de plus en plus, et surtout en constatant qu'elle ne pourra point compter sur son armée.

Salonique étant la capitale de la Macédoine, la bourgeoisie y tremble aussi surtout à l'idée de la réalisation de la Fédération Balkanique. Aussi, la police y sévit-elle avec une férocité particulière contre tous ceux qui sont suspectés par elle d'en être des partisans. Les Balkaniques qui viennent ici même pour affaires, sont systématiquement traqués par la police. Dès leur arrivée, ils sentent à leurs trousses les mouchards qui ne les quittent plus, qui les suivent partout, comme leur ombre. Puis viennent les visites à domicile, les convocations au commissariat. Notre organe, «La Fédération Balkanique», interdit ici, est craint comme la peste par la police.

Mais la noble idée de la Fédération Balkanique devient tous les jours plus populaire encore. Elle marche à pas de géant.

P. Peridès

## La République Moldave Soviétique\*)

II.

Grâce aux mesures prises par le Commissariat de l'Enseignement Public en Moldavie, l'analphabétisme, qui était extrêmement répandu parmi la population moldave — l'une des plus arriérées sous le régime du tsarisme — aura entièrement disparu dans trois ans.

Afin de préparer des instituteurs pour les écoles moldaves, un Institut de Pédagogie a été fondé il y a trois ans, ainsi qu'une Université Populaire.

Un Comité de Science et d'Art Moldave s'occupe spécialement de la philologie de la langue moldave ainsi que du développement de la littérature et des arts moldaves. L'Edition d'Etat Moldave a publié, au cours des cinq dernières années, 160 livres scolaires et autres en langue moldave, en milliers d'exemplaires.

Depuis 1928, l'Association des Ecrivains Moldaves publie un journal: «La Moldavie Littéraire».

Enfin, un journal politique, paraissant trois fois par semaine en langue moldave et en langue ukrainienne, «Le Laboureur Rouge», est publié depuis la fondation de la République.

Il faut relever aussi les progrès considérables réalisés dans le domaine de la Santé Publique. La mortalité générale s'est abaissée, de 26,5 par mille habitants annuellement pendant les années d'avant-guerre, à 17,5 en 1927. La mortalité infantile est tombée, de 19 pour cent nouveaux-nés, à 13, en 1927. Le nombre des circonscriptions médicales, de 9 avant la guerre, s'est élevé à 42 en 1929; le nombre des médecins au service de l'Etat, de 53 en 1925, s'est élevé à 140 en 1929. De larges mesures ont été prises surtout pour la prophylaxie de la tuberculose et des maladies vénériennes; un dispensaire pour tuberculeux, avec un outillage tout-à-fait moderne et un sanatorium, a été construit à Bugula, ainsi qu'un dispensaire avec infirmerie pour maladies vénériennes, sans compter cinq offices de consultations pour maladies vénériennes dans les villages.

Dans le domaine de la protection de la maternité et de l'enfance: deux cliniques d'accouchement ont été fondées, ainsi que cinq offices de consultations et gouttes de lait pour enfants en bas âge. Le nombre des hôpitaux et infirmeries s'élève actuellement à 20, celui des polycliniques pour ouvriers et employés, à 5.

Le progrès économique de la République Moldave au cours de ces cinq années de son existence est mis en évidence par son budget même qui, de 2,840.000 roubles en 1924, s'est élevé à 12,330.600 roubles en 1929.

L'essor remarquable qu'a pris la petite nation laborieuse moldave dans l'Union des Soviets, par son développement tant culturel qu'économique, est une des preuves les plus évidentes et les plus éclatantes de la juste ligne de politique nationale suivie dans l'Union Soviétique.

C. Arboré Ralli

ancien Commissaire du Peuple pour l'Inspection Ouvrière et Paysanne et pour la Santé Publique de Moldavie

\*) Suite et fin du No. 126 (3-A).

# DIE BALKAN-FÖDERATION

HALBMONATLICHE ZEITSCHRIFT

ORGAN DER UNTERDRÜCKTEN VÖLKER UND NATIONALEN MINDERHEITEN DES BALKANS

## Der Studentenstreik in Griechenland im Lichte der Wirtschaftskrise

In allen Artikeln und Abhandlungen, in jeder Rede und Diskussion, die über die Lage in Griechenland und im allgemeinen auf dem Balkan stattfindet, wird mit Recht in erster Linie die dort wütende wirtschaftliche Krise in den Vordergrund geschoben. Alles was in Griechenland geschieht, alle Ereignisse tragen klar und eindeutig den Stempel dieser Krise. Jede Bewegung der werktätigen Bevölkerung, jede Handlung der Bourgeoisie und ihrer Regierungen, alles deutet auf die Existenz dieser Krise hin. Wir wollen in diesem Artikel versuchen, kurz auch die wirtschaftlichen Faktoren des seit sechs Wochen dauernden Studentenstreiks in Athen, an welchem über 4000 Studenten aktiv teilnehmen, aufzuzeigen und ihren Zusammenhang mit der chronischen ökonomischen Krise klar zum Ausdruck zu bringen.

Wir beginnen mit der Krise auf dem flachen Lande. Die langen Kriege, die ungeheuren Kriegslasten, die Griechenland auf sich nahm, und im Zusammenhang damit die ungeheure Erhöhung der direkten und in erster Linie der indirekten Steuern\*), um die angesammelten Kriegsschulden zu bezahlen\*\*), und um selbstverständlich die Vorbereitungen zum neuen Massenmorde zu treffen\*\*\*), verursachten eine ungeheure Ausplünderung der Reichtümer des Landes und eine noch nie dagewesene Verarmung der breiten Schichten der werktätigen Bauernschaft und des städtischen Kleinbürgertums. Dieses Werk wurde auf dem flachen Lande durch das Wüten der Wucherer und des offiziellen Gläubigers, der Nationalbank, sowie auch durch die räuberische Tätigkeit des Handelskapitals (Rosinen-, Tabakhandelskapital) vollendet. Dieser Zustand verschärfte sich in der letzten Zeit auch durch die eingetretene Marktkrise (Rosine).

Die Folge davon war ein starker Zustrom der armen, besitzlosen Bauernschaft und vor allem der Bauernjugend nach den Städten, die zusammen mit den Massen des proletarisierten städtischen Kleinbürgertums ein billiges Arbeitermaterial für die junge griechische Industrie darstellten. Dieser Zustrom wurde auch durch die Einwanderung der 1½ Millionen Flüchtlinge ins ungeheure gesteigert. Das Resultat war eine chronische Massenarbeitslosigkeit.

Ein großer Teil dieser zuströmenden Massen, und allen voran die Jugend, wendete sich den intellektuellen Berufen zu. Die Jugend begann mit Mühe und Not zu studieren, um später durch die Ausübung eines «freien» Berufes oder als Staatsbeamte ihr Leben zu fristen. So zählte die Universität von Athen binnen kurzer Zeit 15.000 Studenten (Zahlen über den jetzigen Stand fehlen, sie dürften aber nicht viel niedriger sein). Eine Masse von Doktoren und im allgemeinen von Intellektuellen überströmte die Städte. Eine neue Arbeitslosigkeit, ein neues Elend setzte ein, das Elend der intellektuellen Berufe. Manche Illusion begann sich aufzulösen. Die gesamte Masse der Intellektuellen fing an, ihrer wirklichen Lage bewußt zu werden.

Nun, nach dem bekannten Gesetz der actio und reactio, begann man auf der Universität gegen die linksorientierten und in erster Linie gegen die kommunistischen Studenten scharf vorzugehen. Ein Ausschluß folgte dem andern. Wegen geringfügiger Ursachen wurden Dutzende von kommunistischen Studenten ausgeschlossen. Um ein Bild über die eingesetzte Reaktion und über die Methoden der Ausschlüsse zu bekommen, sei hier erwähnt, daß etwa vor drei Jahren aus der Athener Universität eine Reihe von kommunistischen Studenten ausgeschlossen wurden, weil sie die Unbefleckte Empfängnis ver-

\*) Im Jahre 1929 betrug die indirekten Steuern zirka 8 Milliarden Drachmen.

\*\*) Griechenland bezahlte im Jahre 1928/29 an ausländischen Schulden und Zinsen, die größtenteils Kriegsschulden sind, die ansehnliche Summe von 4.579.059.795 Drachmen, während seine Gesamtausgaben im selben Jahrgang 9.208.426.258 Drachmen betragen.

\*\*\*)) Die Ausgaben für das Militär, die Marine und die Kriegsluftflotte im Jahre 1928/29 betragen 2.447.000.000 Drachmen.

neinten. Charakteristisch ist auch der Fall, daß an der Professorenkommission, die die auszuschließenden Studenten prüfte, auch Professoren der Naturwissenschaften teilgenommen haben.

Das waren die ersten terroristischen Einzelmaßnahmen, um dadurch die gesamte Studentenschaft von jeder revolutionären Ideologie abzuhalten. Parallel damit fanden auch eine Reihe von Verurteilungen von Studenten durch die staatlichen Behörden zu langdauernden Freiheitsstrafen infolge ihrer revolutionären Tätigkeit statt. Ein weiteres Ziel dieser Maßnahmen war die Abhaltung der breiten Schichten der intellektuellen Jugend vom Studium überhaupt. Es nützte aber nichts. Die Studenten gingen ihren einmal eingeschlagenen Weg weiter. Die Universität wurde jedes Jahr von neuem überfüllt. Die Massenproduktion von intellektuellen Arbeitslosen wurde fortgesetzt. Dieser Zustand gefiel der reaktionären Regierung Venizelos nicht. Unter dem Diktat der Wirtschaftskrise und des eingesetzten revolutionären Aufschwunges sah sie sich gezwungen, mit Hilfe künstlicher Maßnahmen erstens diesen Zustrom vom flachen Lande nach den Städten und zweitens die weitere Massenproduktion von Intellektuellen einzuschränken. (Im führenden Regierungsblatt, «Eleftheron Vima», sind sogar Stimmen laut geworden für ein Verbot der Einwanderung von Bauern in die Städte.)

So schuf die Regierung, im Einverständnis mit den faschistisch-reaktionären Universitätsbehörden, eine neue Universitätsordnung, die den breiten Schichten der Werktätigen das Studium an der Universität einfach unmöglich macht. Die Kollegengelder wurden erhöht, die Prüfungstaxen wurden erhöht, die Bücherpreise wurden erhöht, eine Reihe von Einschränkungen bei der Aufnahme an der Universität wurden eingesetzt. Die Fortsetzung des Studiums für Tausende von Studenten wurde dadurch in Frage gestellt. Ein Sturm des Protestes ging durch die Reihen der Studentenschaft, und am 27. November 1929 wurde der allgemeine Studentenstreik proklamiert. Die Forderungen der Studenten lauten: Herabsetzung der Kollegengelder, der Prüfungstaxen und der Bücherpreise, Erleichterungen bei den Aufnahmeprüfungen und eine Reihe anderer Forderungen, die im Interesse der armen Studentenschaft liegen.

Ueber den Verlauf des Streiks werden wir nicht viel schreiben, da die heldenhafte Haltung der Studenten, ihre Kämpfe mit der Polizei und die entschlossene Fortführung des Streikes, trotz einiger schwankender und faschistischer Elemente, allgemein bekannt sind. Einiges aber möchten wir doch erwähnen, um auch den politischen Charakter dieses Streikes, der immer klarer zum Ausdruck kommt, kurz zu illustrieren.

Gleich nach Ausbruch des Streiks erklärte Venizelos ausdrücklich, daß keine Forderung der Studenten erfüllt sein werde und daß es am besten sei, wenn sie ihren Streik sofort abbrechen. Aber schon nach drei Wochen scharfen Kampfes wurden eine Reihe von den Forderungen der Studenten bewilligt. Die Studenten aber, begeistert durch ihren Erfolg, beschlossen darauf, ihren Kampf entschlossen weiterzuführen bis zur restlosen Erfüllung ihrer gesamten Forderungen.

Am 12. Dezember traten 21 Studenten, die sich in Untersuchungshaft befanden, in den Hungerstreik, weil die Regierung ihre Freilassung gegen eine Kautionsausdrücklich ablehnte. Nach sechstägiger heldenhafter Fortführung des Hungerstreikes mußte die Regierung nachgeben und alle Hungerstreikende freilassen. Zwei Tage später traten weitere 20 gefangene Studenten in den Hungerstreik. Am 14. Dezember wurden 32 streikende Studenten auf Grund des Staatsschutzgesetzes zu je 2 Monaten Gefängnis verurteilt, darunter der Student Klaras zu 1 Jahr Gefängnis und 6 Monaten Deportation, weil er die streikenden Studenten zum Widerstand gegen die angreifende Polizei aufforderte. Weitere Massenverhaftungen und Maßregelungen von Studenten fanden statt. Auf Grund dieser Ereignisse stellten die Studenten auch eine Reihe von politischen Forderungen auf. So die Abschaffung des Ausnahmegesetzes, die Freilassung aller gefangenen und verurteilten Studenten.

Die Haltung der Polizei und der Regierung gegenüber dem Streik; der heldenhafte Kampf und die Zusammen-

stöße der Studenten mit der Polizei, die manchmal einige Tage dauerten; ihre politischen Forderungen, die aus dem Kampfe selbst entstanden sind; weiter auch der Protest der Studenten gegen die fieberhaften Kriegsvorbereitungen; das Nachgeben der Regierung in einer Reihe von Fragen und die erzwungene Freilassung der Gefangenen; die gegenseitigen Solidaritätsausdrücke zwischen den streikenden Studenten und der im Kampfe gestandenen und stehenden Arbeiter; schließlich auch der enge Zusammenhang des Streikes mit der geschilderten allgemeinen Wirtschaftskrise — all dies zeigen den politischen Charakter dieses Streiks zur Genüge.

Der seit sechs Wochen dauernde Studentenstreik gehört zum Komplex der Erhebungen der breiten werktätigen Massen. Alle Schichten, das ganze werktätige Volk, von den Arbeitern angefangen bis zu den Studenten und den Kleinbürgern, das ganze werktätige Griechenland flammt auf. Die Wirtschaftskrise greift überall um sich. Die Geschichte schreitet unerbittlich vorwärts, alle werden mitgerissen, keiner bleibt geschont! Die allgemeine Erhebung naht!

P. Mavros

## Helft den Opfern von Lupeni!

Erzwingt von der Mörderregierung Mani  
die Herausgabe der beschlagnahmten Gelder!

Die Meldung über die Niedermetzelung der Streikenden von Lupeni haben seinerzeit die Öffentlichkeit der ganzen Welt zum aktivsten Protest und zur Hilfeleistung angespornt.

Die herrschende Klasse Rumäniens, mit der immer offener faschistisch auftretenden national-zarunistischen Regierung an der Spitze, tat ihrerseits alles mögliche, um sich das Recht auf Niederschießen der die elementarsten Rechte fordernden Arbeiterschaft auch für die Zukunft zu sichern. Die sogenannten «Untersuchungskommissionen» der Regierung ließen am Leben gebliebene Opfer des Ueberfalls, sowie Witwen und Waisen, die zusammenströmten, um Aussagen über die Mordszene zu machen, mit Militärgewalt vertreiben. Die direkten Leiter des mörderischen Ueberfalls hatten im Einverständnis und auf Befehl der Herrschenden gehandelt — sie mußten also rein gewaschen werden. Dafür werden als «schuldige» Opfer des Ueberfalls verhaftet und befinden sich heute noch in «Untersuchungshaft». Neue Verhaftungen werden sogar vorgenommen.

Der Terror in ganz Rumänien und speziell im Jiu-tal (wo die Kohlengruben und auch Lupeni liegen) wurde noch verschärft. Besonders in Lupeni übersteigt der Terror jedes erdenkliche Maß. Die Arbeitsbedingungen wurden seit dem blutigen Tage des 6. August unerhört verschlechtert. Das Prügeln wird als tägliches Antreibemittel gegen «faule» Arbeiter in den Gruben angewendet.

Die herrschende Clique jedoch gibt sich damit nicht zufrieden. Einige zehntausende Lei, die von den Arbeitern Rumäniens der ganzen Welt zur Hilfeleistung für die Opfer des Blutbades gespendet wurden, wurden von den «Hütern der Ordnung» gestohlen, wobei die Arbeiter der Hilfsaktion wochenlang in Haft gehalten wurden!

Als nach dem Augusttage die Frauen der tödlich verwundeten Opfer im Spital von Lupeni den Leiter des Gemetzels, den Präfekten Rozvany, eintreten sahen und ihm ihre Kinder zeigten, die, wie sie selbst, nun zum Elend und Hungertod verurteilt waren, rief der Entmenschte ihnen vor den Sterbenden zu:

«Freßt die Kinder auf, dann wird Euch beiden geholfen!»

Diese Lösung Rozvany's war kein leeres Wort.

Indem die Regierung den traurigen Mut aufbringt, die Hilfsgelder für Lupeni zu konfiszieren, beweist sie, daß sie unbedingt zu jener «Auffassung» ihres gedungenen Henkers steht.

Angesichts des Anschlages der Regierung gegen die Aktion des Hilfskomitees ist eine Welle der Entrüstung über das ganze Land gegangen. Dutzende von Protestversammlungen wurden überall abgehalten. Unter bürgerkriegsartigem Aufgebot von Gendarmerie, Polizei und Militär sprengt die Regierung überall die Versammlungen, verhaftet hunderte von Teilnehmern — darunter den Vorsitzenden des rumänischen Hilfskomitees für die Opfer von Lupeni — beschlagnahmt alles Druckmaterial über Lupeni (Zeitungen, Flugblätter) und verurteilt massenhaft unter dem Vorwand der Amtsbeleidigung und des Aufruhrs.

Unser Hilfskomitee hat beschlossen, die Sache der Opfer von Lupeni keinen Augenblick zurückzustellen. Eine Delegation, geführt von Dobrogeanu, Vorsitzenden des Hilfs-

komitees, reist nach Lupeni, um die Hilfe an Ort und Stelle zu organisieren.

Jedoch die Bedingung einer erfolgreichen Abwehr der Regierungsvorstöße gegen die Opfer des 6. August ist eine aktive Unterstützung seitens der Öffentlichkeit der ganzen Welt.

Wir appellieren an das Hilfskomitee für die Opfer von Lupeni mit dem dringendsten Hilferuf:

Die Regierung wird die erbeuteten Hilfsgelder nicht freiwillig hergeben. Sie wird alles Erdenkliche tun, um unsere Hilfsaktion durch schärfsten Terror uns und der Lupenier Bevölkerung gegenüber zum Scheitern zu bringen.

Die Meldungen aus Lupeni zeugen andererseits von unbeschreiblicher Not der Witwen, Waisen und Krüppel.

Schickt Geld! Schickt Winterbekleidung! Schafft im Auslande Unterkunft für die Lupenier Waisenkinder!

Ermöglicht durch Euren Protest unsere Hilfstätigkeit!

Fordert mit uns die Herausgabe der beschlagnahmten Hilfsgelder!

Nur mit brüderlicher Hilfe des denkenden, werktätigen Auslandes können wir unsere Pflicht erfüllen und erfolgreich gegen die Henker des rumänischen arbeitenden Volkes kämpfen.

Im Namen des Hilfskomitees für die Opfer  
von Lupeni:

Al. Dobrogeanu-Gherea

## Eine feine faschistische Gesellschaft

Am 2. Jänner wurde in Prag eine Konferenz südslawischer Studentenvereinigungen Europas eröffnet. Die Konferenz wurde von dem Belgrader Diktaturregime aus dem Dispositionsfond organisiert. Einer der Hauptorganisatoren war Doktor Mladen Handzijevo aus Leipzig, übrigens ein rechtsstehender Landbändler aus der Gruppe Todorov-Obov, der bezahlten Agenten des großserbischen Regimes.

Das Ziel der Konferenz war einerseits das herabgesunkene Ansehen der Diktatur im Ausland zu heben, andererseits — und das war eigentlich auch das wichtigste — die großserbische imperialistische Idee eines größeren, erweiterten, auch Bulgarien umfassenden Jugoslawiens zu proklamieren.

Dr. Mladen Handzijevo wendete sich um moralische Hilfe auch an Hermann Wendel, den bekannten politischen Agenten des großserbischen Imperialismus. Dieser folgte bereitwilligst der Einladung und meldete sich als Hauptreferent an dieser faschistisch-großserbischen Spionenkonzferenz. Wahrlich hatten nicht viele gedacht, daß Hermann Wendel so rasch und so tief sinken würde. Sein Sinken ist eine unausbleiblich logische Folge seines Verrates der Grundsätze des wahren Sozialismus, des Rechtes der Völker auf Selbstbestimmung. Hermann Wendel betonte in seiner Antwort an Handzijevo, daß er seine Einladung im Namen Paneuropas (Briands), in dessen Interesse es ist, daß in dasselbe ein großes und mächtiges Jugoslawien als Ganzes eintrete, annimmt.

Wirklich ein ausgezeichnete Agent der imperialistischen These Briands und Blues! Wirklich ein selten widerlicher Sozialfaschist!

Die Agenten und Spione des Diktaturregimes, junge Studenten, Faschisten, Söhne der Mörder, Minister, Ausbeuter, Bankiers und Industriellen, haben schon am Anfang ihres schändlichen Werkes ein Fiasko erlebt. Die selbstbewußten Söhne der unterdrückten Völker haben diese Faschisten am Beginne selbst ihrer Aktion in einigen größeren Städten Deutschlands ausgepiffen, so daß sie sich nicht getraut haben, in öffentlichen Versammlungen der Studenten aus Jugoslawien und Bulgarien die Delegierten für diese Konferenz zu wählen, sondern dies unter sich familiär ausmachten.

Die Belgrader Diktatoren spüren, daß sie sinken und halten sich wie die Schiffbrüchigen an dem kleinsten Strohalm, um sich zu retten. Und gerade diese Rettungsversuche — wie dieser mit dieser Konferenz in Prag — zeigen dies in ihrer vollständigen Nacktheit und öffnen auch denjenigen die Augen, die sich bis heute der imperialistischen Bestrebungen der großserbischen Diktatoren am Balkan nicht bewußt waren.

Armselig ist die Hilfe eines Hermann Wendel für die Diktatoren: er ist der einzige von den bekannten öffentlichen Arbeitern Deutschlands, der die Diktatur in Jugoslawien verteidigt und über den in allen Kreisen der fortschrittlichen Deutschen ungeteilt die schlechteste Meinung herrscht.

Solche Konferenzen wie diese in Prag müssen ein Signal für alle Studenten der unterdrückten Nationen sein, daß sie

sich in ihren nationalen Vereinigungen organisieren und daß sie gemeinsam anfangen, den Kampf der arbeitenden Massen ihrer Nationen im Lande aktiv zu unterstützen. Es wäre traurig, wenn die kroatischen, mazedonischen, montenegrinischen usw., sowie die fortschrittlichen serbischen Studenten im Auslande auch weiter in den faschistischen jugoslawischen Vereinigungen aus bestimmten opportunistischen Gründen bleiben würden, nämlich aus Angst, sie möchten sonst von dem Diktaturregime im Auslande sowie bei der Rückkehr im Lande verfolgt werden. Sie machen es mit einem solchen Opportunismus der großserbischen Diktatur möglich, vor der ausländischen öffentlichen Meinung behaupten zu können, daß die Studenten mit der Diktatur und mit ihrem großserbischen Jugoslawien zufrieden sind. Ohne Opfer gibt es keine nationale Befreiung, und die Opfer, welche die Studenten im Kampfe für die nationale Freiheit zu tragen haben, sind weit kleiner als die Opfer, welche die arbeitenden Massen ihrer Nationen tagtäglich tragen, zehn Jahre unter der maskierten großserbischen Diktatur und ein Jahr unter der offenen militaristisch-faschistischen Diktatur, einer der blutigsten in der Geschichte des Balkans.

N. Matijević

## Die Verhaftung des Chefs der Radić-Partei

### Die Polizei fabriziert Attentate

Nach der Verhaftung einiger junger Anhänger der kroatischen Bauernbewegung: Hadzija, Bernardic u. a. sowie der zwei angesehensten gewesenen Abgeordneten der kroatischen Bauernpartei: Jelasic und Vilko Begic, verhaftete die Polizei am 22. Dezember in Zagreb auch den Chef der Radić-Partei, Vladimir Macek. Die Polizei hat eine neue Methode für die Verhaftungen der Radićianer erfunden. Die Polizei verfertigt selbst Höllenmaschinen, unterschiebt diese einigen jungen Anhängern der Radić-Partei, um gerade jetzt eine Verschwörung vorzutäuschen und so die angesehensten Vertreter der kroatischen Bewegung in die Gefängnisse werfen zu können. Sie hofft, auf diese Weise die Welle des Widerstandes, die in den kroatischen Massen durchbricht, ersticken zu können.

Die Polizei ließ sogar zu, um eine Rechtfertigung für ihre Verfolgungen zu finden, daß eine solche Höllenmaschine am 1. Dezember explodierte. Wie gemein durchsichtig diese ganze polizeiliche Machination ist, sieht man an folgenden Tatsachen: Die Höllenmaschine, die am 1. Dezember am Zrinjevacplatz explodierte, enthielt 300 Gramm gewöhnlichen Schießpulvers. Die Explosion konnte nur den Deckel der Schachtel wegschleudern. An die großen Höllenmaschinen, die bei Hadzija und Bernardic ... «entdeckt» wurden, ließ die Polizei auch noch die Buchstaben Croatia eingravieren, damit dies als ein überzeugenderer Beweis diene, daß es kroatische Höllenmaschinen sind...

Hadzija, Bernardic sowie auch Begic und Jelasic und andere wurden unehörten Qualen unterworfen, damit sie Dr. Macek als Organisator und Financier dieser «vorbereiteten Attentate» beschuldigen. Begic wurde mit Messern gestochen. Die Polizei ließ aber ihrer Gewohnheit gemäß verlautbaren, daß er mit dem am Tische des Unterchefs der Polizei Horwat gelegenen Messer einen Selbstmord versucht hätte.

Die Verhaftung Dr. Maceks und der anderen hervorragenden Mitglieder der Radić-Partei, deren Zahl geheimgehalten wird und derer es teils in Zagreb, teils in der Provinz Hunderte gibt, kam als letztes Mittel, mit welchem die Diktatur dem Widerstand des kroatischen Volkes zu brechen gedenkt. Diese Verhaftung macht dem kroatischen Volke gleichzeitig klar, daß es nicht mehr mit verschränkten Armen zuschauen und sich auf den passiven Widerstand be-

schränken darf, sondern zum aktiven Angriff gegen die Belgrader Henker übergehen muß. Das kroatische Volk muß einsehen, daß es eine falsche und irriige Taktik ist, sich verhaften, in Gefängnissen schlagen und töten zu lassen zu einer Zeit, wo man das ganze Volk gemeinsam mit allen anderen unterdrückten Völkern in den Kampf führen muß und nicht erlauben darf, daß das Diktaturregime sich in seinen letzten Zügen mit dem Blute der besten Söhne aller Völker und des revolutionären Proletariats nährt und sein Leben verlängert. Dieses Regime muß in seinem giftigen Blute erstickt werden. Man muß es so bald als möglich wie ein wildgewordenes Tier, welches keine Grenzen seiner Bestialität kennt, erschlagen.

R. Radev

## Verschärfung des Gesetzes zum Schutze des Staates

*Die augenscheinlichste Bestätigung seiner Schwäche hat das Belgrader Diktaturregime geradezu am Jahrestage seiner Herrschaft durch die neue Verschärfung des Gesetzes zum Schutze des Staates gegeben. Am 1. Jänner wurde das ganze Gesetz mit neuen Befugnissen für den Staatsgerichtshof verschärft kundgemacht, und wir entnehmen aus demselben folgende Paragraphen:*

§ 2. Wenn eine der im § 1 angeführten Straftaten nach den Bestimmungen mehrerer Gesetze strafbar sein sollte, wird das strengere Gesetz angewendet.

§ 3. Vor dem Staatsgericht zum Schutze des Staates werden sich auch diejenigen Personen zu verantworten haben, die Straftaten nach dem § 1 im Auslande begangen haben.

§ 4. Der allgemeine Teil des Strafgesetzes (§§ 1 bis 90) wird auf alle Straftaten aus § 1 dieses Gesetzes angewendet, mit Ausnahme der Bestimmung des § 30, Abteilung 1, Artikel 1 des Strafgesetzbuches, wenn ältere Minderjährige das 18. Lebensjahr vollendet haben.

§ 8. Alle Gerichte und alle staatlichen und autonomen Behörden werden dem Staatsgerichte zum Schutze des Staates und dem Staatsanwalt bei diesem Gerichte Hilfe leisten.

§ 14. Gegen Haft, die von polizeilichen oder gerichtlichen Untersuchungsbehörden angeordnet wurde, gibt es keine Beschränkung. Diese Behörden können die Haft, die sie durch ihre Anordnung bestimmt haben, ohne Anordnung des Staatsanwaltes beim Staatsgerichte zum Schutze des Staates nicht aufheben.

§ 15. Im Falle von Haft muß die Voruntersuchung in der Frist von acht Tagen nach dem Tage der Verhaftung beendet sein. *Wichtige Gründe bilden eine Ausnahme.* Das Staatsgericht zum Schutze des Staates kann diese Frist auf Vorschlag des Staatsanwaltes am Staatsgerichte zum Schutze des Staates und auf Grund der erhaltenen Akten bis auf längstens einen Monat verlängern.

§ 16. Wenn es sich im Laufe der Hauptuntersuchung vor dem Staatsgericht zum Schutze des Staates herausstellt, daß die festgestellten Tatsachen Charakteristiken anderer strafbarer Handlungen, für die die ordentlichen Gerichte zuständig sind, haben, wird auch über diese Handlungen ohne Rücksicht auf die rechtliche Einschätzung auf Grund der Anklage des Staatsanwaltes abgeurteilt werden.

§ 17. *Gegen das Urteil und gegen andere Beschlüsse des Staatsgerichtes zum Schutze des Staates gibt es kein Rechtsmittel.*

§ 21. Die Bestimmungen dieses Gesetzes gelten auch für strafbare Handlungen, die vor Inkrafttreten dieses Gesetzes begangen wurden, wenn das Gericht ersten Grades noch kein Urteil über diese Handlungen gefällt hat.

Prix de la simple Edition: A et B:  
par No.: doll.: 0.05; fr. suisse: 0.25; fr.  
frs.: 1.25; mark: 0.20; schilling: 0.30.  
Abonnement 6 mois: doll.: 0.60;  
fr. suisses: 3.-; fr. frs.: 15.-; marks: 2.40;  
schillings: 3.60.

## SOMMAIRE

Notre nouvelle adresse: **Wien, IX., Postamt 71, Postfach 50**  
Prière d'adresser tout envoi d'argent à „La Fédération Balkanique“  
— Postscheckkonto No. D-73.796 Wien, Autriche —

Prix de la double Edition: A et B:  
par No.: doll.: 0.10; fr. suisse: 0.50; fr.  
frs.: 2.50; mark: 0.40; schilling: 0.60.  
Abonnement: 6 mois: doll.: 1.20; fr.  
suisses: 6.-; fr. frs.: 30.-; marks: 4.80;  
schillings: 7.20.

### Texte français (pages 2793—2797)

La Fédération Balkanique: Appel — P. Louis: La véritable paix balkanique.  
I. Drawski: Le passé et l'avenir du mouvement paysan croate — B. Péjani:  
Au pays des massacres: Cossovo-II — P. Mavros: La grève des étudiants  
en Grèce à la lumière de la crise économique — A. Dobrogeanu-Gherea:  
Secourez les victimes de Lupeni! — P. Peridès: La situation aiguë à  
Salonique — C. Arboré-Ralli: La République Moldave Soviétique-II

### Texte allemand (pages 2798—2800)

P. Mavros: Der Studentenstreik in Griechenland im Lichte der Wirtschaftskrise — A. Dobrogeanu-Gherea: Helfet den Opfern von Lupeni!  
N. Matijević: Eine feine faschistische Gesellschaft — R. Radev: Die Verhaftung des Chefs der Radić-Partei — Verschärfung des Gesetzes zum Schutze des Staates